

Le “printemps des Balkans” rattrape aussi le Monténégro

Monténégro La société civile se mobilise pour dire non à la corruption endémique.

Jean-Arnault Dérens
et Laurent Geslin

Envoyés spéciaux à Podgorica

Le froid polaire qui s'est abattu sur Podgorica et les rafales de la bora, le vent du nord, ne les ont pas arrêtés. Des milliers de personnes se sont rassemblées samedi soir, pour la troisième fois en moins d'un mois, dans le centre de la capitale du Monténégro, à l'appel d'un collectif d'ONG et de représentants de la société civile. *“Les citoyens n'en peuvent plus de la corruption et du népotisme. Il est impossible pour les jeunes d'obtenir un emploi sans la carte du parti. Nous sommes dans la rue parce que nous voulons un État de droit. Notre Président est un voleur et il est au pouvoir depuis 30 ans”*, s'indigne Milena, une enseignante venue de la ville côtière de Budva.

Mi-janvier, c'est une vidéo diffusée sur Internet qui a mis le feu aux poudres. On y voit l'homme d'affaires Dusko Knezevic, longtemps proche du régime, remettre une enveloppe à l'ancien maire de Podgorica, Slavoljub Stijepovic, pour financer les campagnes électorales du Parti démocratique socialiste (DPS), au pouvoir depuis 1991.

“Milo voleur, démission ! Nous sommes l'État !”, scandent les manifestants. Réclamant la démission du

président Milo Djukanovic, du Premier ministre Dusko Markovic et celle des principaux procureurs du pays, ils ont marché jusqu'au siège de la télévision nationale (RTCG). *“Depuis 30 ans, les médias publics nous mentent et nous divisent, au lieu de nous éduquer et de nous unir. Nous demandons le départ du directeur général et du conseil de direction de la télévision”*, lance un orateur.

Le Monténégro rejoint la contestation

Alors qu'un vent de révolte balaye les Balkans, de la Serbie à l'Albanie, contre les pouvoirs autoritaires et corrompus au pouvoir

dans tous les pays de la région, la contestation commence donc à s'étendre au Monténégro, hors du cadre traditionnel des mouvements d'opposition, divisés et largement discrédités. *“C'est la première fois que la société civile prend son destin en main”*, estime la journaliste Milka Tadic, qui se bat depuis trois décennies pour la liberté de la presse. *“Le mouvement va s'étendre. La preuve directe de la corruption du pouvoir est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.”*

Djukanovic peut-il vaciller ?

Dans la foule des manifestants, où toutes les générations se mêlent, aucun insigne politique n'est visible, et les dirigeants des différents partis d'une opposition fragmentée en multiples chapelles et largement discréditée brillent par leur discrétion. Après l'échec, vendredi, d'une session extraordinaire du Parlement consacrée à “l'affaire de l'enveloppe”, ces partis ont décidé de quitter de nouveau l'assemblée. Les autorités monténégrines rejettent en effet toutes les ac-

cusations de corruption, tandis que l'homme d'affaires Dusko Knezevic, en fuite à Londres selon les médias locaux, fait maintenant l'objet d'accusations de

blanchiment d'argent.

En visite à Podgorica il y a quelques jours, le commissaire européen pour la Politique régionale et l'intégration, Johannes Hahn, a assuré que l'Union *“suivait avec attention la crise au Monténégro”*, tout en ajoutant que *“les solutions devaient être trouvées au Parlement et non dans la rue”*.

Le commissaire s'est brièvement entretenu avec les partis d'opposition, mais son agenda l'aurait empêché de répondre favorablement à la demande des représentants de la société civile qui souhaitaient le rencontrer. Perçu comme un “garant de la stabilité régionale”, le régime de Milo Djukanovic, qui alterne depuis 1989 les fonctions de Premier ministre et de Président de la République, a longtemps joui du soutien des Occidentaux, malgré les libertés qu'il prend tant avec la liberté de la presse qu'avec les règles fondamentales de l'État de droit.

Dans la foule des manifestants, où toutes les générations se mêlent, aucun insigne politique n'est visible.